

Observer aujourd'hui, protéger demain

La météorologie au Cameroun face aux défis climatiques

Quand le ciel devient imprévisible, c'est tout le pays qui tremble, davantage le septentrion: inondations, tempêtes, vents de poussières violents, sécheresses... La Journée mondiale de la météorologie rappelle que chaque prévision compte pour sauver des vies et des récoltes au Cameroun.

Malgré satellites et stations modernes, l'accès aux informations climatiques reste un défi majeur, surtout pour les zones rurales et les agriculteurs, principaux acteurs concernés par les phénomènes extrêmes.

Anticiper aujourd'hui pour protéger demain devient plus qu'un slogan: c'est une nécessité pour le développement durable. P4-5



Samuel Nguiffo
« Les forêts du bassin du Congo sont sacrifiées au profit d'autres secteurs » P6-7



Recensement 2026 au Cameroun
Le pari d'une agriculture camerounaise connectée et performante

Dès le 24 avril 2026, le Cameroun entamera une phase historique dans la gestion de son territoire et de ses ressources à travers le démarrage du 4ème recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-4), surtout le premier recensement agricole et pastoral (RGAE). P12



Pisciculture ambulante

La commercialisation des silures bat son plein à Douala

Quartier New-Deido, Bonamoussadi, Carrefour Cité des palmiers et ailleurs dans la principale métropole économique du Cameroun, les bacs à silures occupent des espaces dans les lieux de rencontres et de plaisirs.

Au quartier New-Deido, un couple fiat son affaire. Ici deux démis futs en plastique accueillent un nombre impressionnant de silures, ils sont équipés chacun d'un trou avec un bouchon qui permet de vidanger l'eau toutes les fois que le besoin se fait sentir : « Lorsque l'eau change de couleur et devient un peu gluante, nous procédons à la vidange. On ouvre les deux bacs qui contiennent chacun un bouchon et nous mettons des tuyaux qui conduisent l'eau dans les caniveaux. En même temps, nous avons créé les voies pour l'évacuation de ces eaux vers les rigoles. Et ces poissons nous transportons une bonne quantité chaque soir dans une grande cuvette remplie d'eau que nous mettons à la disposition des amoureux de la braise. C'est mon mari et moi qui faisons ce travail. Nous avons aménagé un espace devant un bar. C'est de lundi à samedi dès 18h, tout est prêt », explique Chantal Bouma, qui semble ne pas percevoir le caractère nocif de l'eau sale issue de la vidange : « A un moment donné, il faut changer l'eau dans la cuvette qui contient ses poissons, et comme c'est un peu lourd, on pose le couvercle et on l'incline, toute l'eau salie par ces poissons sort et est absorbée par la terre. Nous sommes loin des caniveaux. Des fois pour éviter les senteurs, on se sert des boîtes de beurre pour remplacer cette eau que nous conservons dans d'autres récipients qui sont transportés par des enfants du coin que nous payons pour les jeter dans des rigoles », raconte-t-elle.

Au lieu dit Parc de loisirs de Kondi, au carrefour Cité des palmiers. On trouve des bacs en plastique dans lesquels les silures font leur théâtre. En nombre importants ils tournent sans arrêt dans ces espaces bien réduits. Il y a une personne qui a la charge de les nourrir et de changer les eaux salies. La durée ne nous a pas été donnée. Seulement on procède de la même manière à la vidange. On enlève le bouchon du trou d'évacuation et l'eau suit les traces des petits caniveaux et se jette dans les rigoles qui, elles-mêmes, vont se jeter dans la rivière Kondi. Le tout donne encore une couleur noire, signe d'un mauvais entretien ou tout au moins de pollution.



eaux de vidange. Pour les experts, il y a danger : « C'est justement à ce niveau que se pose le problème de la pollution de l'environnement. Parce que cette eau issue des bacs de poisson comporte de l'azote, des nitrates, des nitrites etc... et donc la concentration varie en fonction de l'intensité de la pisciculture. Cette eau qui coule alors dans des tuyaux abimés, parfois dans des quartiers, constitue un problème de santé publique », nous fait savoir Eros Ekwala, spécialiste en aquaculture de production.

Pour Oscar Money, « il faut une action concertée entre les ministères de la santé, celui de l'environnement et celui de l'élevage pour encadrer ces activités-là avant qu'il ne soit

trop tard. Si vous partez dans certains villages, vous allez trouver des fermes qui rendent la vie difficile aux populations. Vous ne voyez que la pisciculture ambulante. Sillonnez aussi les villages vous allez voir la souffrance des populations. Les gens font de l'élevage des poulets en plein cœur des villages. A partir de 17h, il devient difficile de respirer sainement. Et donc c'est un sérieux problème que vous évoquez-là Monsieur le journaliste », va dire ce résident de Mbonjo, dans l'arrondissement de Fiko

Alphonse Jènè

Un problème de santé publique

Partout où nous sommes allés voir, c'est presque les mêmes attitudes. Les mêmes pratiques. Aucune mesure n'est prise pour la gestion des



Une publication des ETS Echos Santé
Email : afrikenvironnement@gmail.com
 Tél. : (+237) 694 81 99 37
 Siège social : Yaoundé-Cameroun
 B.P. : 14436 Yaoundé

Direction Générale Directeur Général / Directeur de publication

Joseph Mbeng Boum

Directeur des Affaires Générales

Désiré Effala
 (+237) 696 59 90 92

Directeur des Affaires Financières

Félicité Matsingkou

Directeur Régional Gabon

Saint-Clair Tepondjou
 +241 077 55 44 98

Conseillers éditoriaux

Dr Rose Ngono Mballa
 Pr Alexis Ndjolo
 Pr Jacqueline Ze Minkande

Rédacteur en chef

Mireille Judicaël Siapje
 (+237) 692 73 73 45

Rédaction

Rédacteurs en chef adjoints
 Catherine Aimé Biloa
 Elvis Serge Nsaa

Mise en page

Aubin NOUMSI
 (+237) 696 77 16 87

Infographie

Aubin Noumsi
 (+237) 696 77 16 87

Chargé de la distribution et vente

Moïse Arthur Minlend Sohna

Rédaction Centrale

Elvis Serge Nsaa, Rebara Habra, Désiré Effala, Saint-Clair Tepondjou, Lyse Davila Nguili, Divine Kananyet, Charles Tsimi, Moïse Sohna, Sharon Divine Enjema, Adèle Bitga, Marcus Dare, Felix Nyngaina

Desks Cameroun

Desk Littoral

Ghislaine Djudjui
 +237 670 77 22 57

Desk Est

Murielle Esson Ebangue
 +237 694 36 51 78

Desk Sud

Ryflard Léonard Ebale

Desk Nord

Agnes Mobe
 +237 691 41 64 40

Desk Extrême-Nord

Ferdinand Niabie
 +237 659 48 00 50

Desk Adamaoua

Jean Besane Mangam
 +237 674 11 60 94

Desk Nord-Ouest

Jenivarius Nde Wifah
 +237 675 49 33 88

Desk Sud-Ouest

Sharon Divine Enjema
 +237 672 73 37 74

Desk Ouest

Adèle Bitga
 +237 673 78 61 15

Desks International

Desk France

Vicky Tetga
 +33 766 15 02 40

Desk Belgique

Diane Clara Mbecheu

+237 697 93 91 55

Desk Togo

Emmanuel Atcha
 +228 90 28 30 71

Desk RDC

Daco Tambikila
 +243 813 527 041

Desk Côte d'Ivoire

Joël Dally
 +225 07 67 80 71

Desk Rwanda

Jean d'Amour Ahishakiye
 +250 788 614 432

Desk Guinée Conakry

Alpha Oumar Barry
 +224 662 98 41 38

Production & Distribution

Imprimerie

Overland Print
 (+237) 699 99 71 65

Distribution Cameroun

Cedipresse
 Tirage

5000 exemplaires

Eros Ekwala

«La pisciculture ambulante pose le problème majeur, la pollution de l'environnement. Parce que l'eau issue des bacs de poisson comporte de l'azote, des nitrates, des nitrites... »

Eros Ekwala est professionnel en halieutique spécialiste en aquaculture de production. Il est consultant en ingénierie des projets et du développement local, Formateur accompagnateur, chercheur en écologie, en biodiversité et en environnement entre autres. Avec lui, nous parlons du phénomène de la pisciculture ambulante à Douala qui débouche sur la braise des silures dans les grands espaces.

On assiste aujourd'hui à une prolifération de piscicultures itinérantes avec des silures élevés dans des bacs en matière plastique avec une eau qui stagne. Est-ce une bonne pratique ?

J'imagine que vous voulez parler de la pisciculture hors sol dans les « rece way » ou encore bacs. Ce sont les structures de stockage d'eau d'une capacité variable avec un matériau divers. Il faut préciser que la pratique ne date pas d'aujourd'hui et qu'elle est adaptée dans les conditions urbaines où l'eau est une ressource parmi les plus consommées. Votre question pose deux problèmes majeurs : la matière plastique utilisée et la stagnation de l'eau. Pour le premier, je puis vous rassurer que si le choix de la matière est bien fait, cette infrastructure ne pose pas grand problème. On comprend alors que même s'il s'agit de la bâche, il y a des caractéristiques minimales à respecter pour réduire le risque d'impacts négatifs notamment sur la santé. Pour le second problème, la stagnation de l'eau n'est qu'apparente. Elle ne coule peut-être pas en continue mais en fonction de l'activité dans le milieu d'élevage, cette eau est évacuée et renouvelée en permanence.

Et quand on sait que ces poissons sont destinés à être consommés sur place par le processus de la braise la qualité est-elle garantie pour la consommation ?

La qualité de ce poisson est fonction des conditions d'élevage, de la maîtrise de la biologie et des itinéraires techniques des espèces élevées et bien sûr de la capacité de l'éleveur à assurer un confort au poisson ainsi qu'à calibrer une alimentation adéquate qui tiendra compte de nombreux facteurs tels que ; la température, le Ph de l'eau, la taille du poisson, l'espèce.... Ces aptitudes zootechniques associées aux contrôles permanents permettent de garantir au consommateur finale un produit de bonne qualité remplissant au moins deux fonctions essentielles : la qualité du goût et la valeur nutritionnelle qu'on appelle techniquement les propriétés organoleptiques du poisson.

Et lorsqu'il faut changer l'eau dans ces bacs en plastique, on la laisse circuler dans la nature ou pour certains un tuyau la déverse dans un drain. Quel peut être le risque couru par les populations ?

C'est justement à ce niveau que se pose le



problème majeur, la pollution de l'environnement. Parce que cette eau issue des bacs de poisson comporte de l'azote, des nitrates, des nitrites... et donc la concentration varie en fonction de l'intensité de la pisciculture. Cette eau qui coule alors dans des tuyaux abimés comme vous le dites, parfois sur des rues au quartier, constitue un problème de santé publique. C'est pour cela que les promoteurs piscicoles qui optent pour ces technologies doivent faire preuve de responsabilité sociale en utilisant les bonnes pratiques piscicoles adaptées aux conditions de la ville et en impliquant les professionnels depuis la conception du projet (à son étape préliminaire). Cependant, au regard de l'ampleur du phénomène dans notre contexte où la pisciculture moderne commence à accrocher, nous conseillons d'adopter les systèmes recirculés qui permettent de limiter au maximum des évacuations d'eau dans la nature. Du coup, la même eau pourra être utilisée et réutiliser autant de fois que le dispositif de traitement restera optimalement fonctionnel. On peut également développer des systèmes hybrides et intégrés. Ici, l'eau de pisciculture est utilisée comme intrants pour produire les maraichers par exemple. On peut soit opter pour l'aquaponie, la phyto épuration...

Les mauvaises langues disent que ces silures et autres poissons élevés dans de telles conditions perdent leur

savoir. Que leur répondez-vous ?

Il va de soit qu'un animale élevé n'aura pas la même saveur qu'un animale en condition naturelle. Le poisson n'en fera pas grande exception. Seulement, il existe des mécanismes techniques et beaucoup plus de calibrage nutritionnel pour réduire ces écarts. Le problème est que pour beaucoup de pratiquants moins avertis, le plus important est de grossir le poisson. Pour des professionnels, la pisciculture est une science. Elle a ses principes et méthodes. Elle évolue dans le temps. Pour de nombreux camerounais le poisson produit localement n'est à conseiller pourtant même ce qui nous est importé est aussi produit en pisciculture parfois dans les conditions inimaginable. Donc le problème de la saveur peut se poser, mais les professionnels travaillent toujours à réduire les écarts pour un bon confort de consommation. Le hit, est qu'il y'a de nombreux producteurs ayant un faible niveau de technicité dans le domaine, on peut donc le leur concéder aussi.

Est-ce qu'il faut avoir peur de consommer ces poissons ?

Non, non et non bien qu'il faille faire attention à ce que nous consommons. Notre sécurité alimentaire en dépend grandement. Je ne pense pas que le poisson produit localement soit plus dangereux que celui qui nous est importé et donc les conditions dans toute la chaîne de valeurs laissent

aussi interrogatif. Nous devons consommer local, et c'est fort de cela que les améliorations sont opérées chaque jour pour mettre les consommateurs locaux à l'abri de certains risques.

Est-ce qu'il y a une différence entre les poissons trouvés dans les rivières ou fleuves et ceux élevés hors des milieux naturels ? A quel niveau se situe la différence ?

Bien sur que oui. Comme indiqué plus haut, un animale de milieu naturel et un domestiqué auront difficilement le même goût. Même au niveau de l'aspect physique, si l'on est attentif la différence saute à l'œil. Donc la différence se trouve au niveau de la texture (l'apparence physique), au niveau du goût et au niveau de la valeur nutritionnelle de la chair tout au moins. Le poisson de milieu naturel sera alors plus sombre, plus vigoureux. Il aura une chair plus affermie, il sera plus savoureux. Mais attention, il risque être plus contaminé que le poisson d'élevage puisqu'il est dans un environnement peu contrôlé avec les activités humaines qui se déroulent autour des plans d'eau (agriculture avec pesticides, exploitation industrielle...) aujourd'hui, le fleuve Wouri est une parfaite illustration et ce n'est pas pour faire peur non plus.

Quel est le meilleur cadre pour élever du poisson ?

Comme dans d'autres formes d'élevages, la pisciculture exige un minimum de conditions environnementales allant jusqu'au traitement des déchets qui seront produits dans les fermes. Votre activité de pisciculture ne doit en aucun cas constituer un problème social ou environnemental. Votre eau doit provenir d'une source exempte de pollution. Dans les projets importants, il est exigé des études d'impacts environnementales et sociales qui indiquent clairement les niveaux de responsabilité des uns et des autres, les types d'activités à mener, leurs impacts et surtout les mécanismes soit d'atténuation ou de remédiation. Cela appelle une fois encore à la responsabilité des investisseurs. Pour le reste il faut toujours consulter les spécialistes. Et le Cameroun en forme chaque année.

On voit des tailles et les dimensions de silures aujourd'hui qui poussent à l'étonnement. On est là avec des espèces génétiquement modifiées. Cela ne fait-il pas craindre le consommateur ?

Il ne s'agit pas forcément des espèces génétiquement modifiées. Il peut s'agir des géniteurs, des parentaux destinés à la reproduction. Et même vous savez la pisciculture est une activité économique désormais. Et comme tel, les producteurs doivent être à l'écoute du marché pour adapter la meilleure offre. Si ici les gros poissons posent d'inquiétudes, ailleurs le marché en demande certainement. Nous sommes en contexte de pauvreté, une ménagère sait qu'un gros poisson lui ferait beaucoup de morceaux pour plusieurs jours et pour toute la famille. Le second aspect de votre question, vous voyez certainement beaucoup de gros poissons. Certains pisciculteurs pensent toujours que produire du gros poisson signifie maîtriser l'activité et donc réussir. Or il s'agit de répondre avec efficacité aux besoins marché

Entretien mené par Alphonse Jènè

Journée mondiale de la météorologie Garoua au cœur des échanges

À l'occasion de la journée mondiale de la météorologie, la délégation régionale des Transports du Nord a réuni experts et acteurs locaux autour du rôle des données météorologiques dans les différents secteurs d'activités.

La salle de conférence de la délégation régionale des Transports pour le Nord a servi de cadre, ce mercredi 18 mars 2026, à une table ronde riche en enseignements consacrée à l'importance de la météorologie dans les activités humaines. Organisée dans le cadre de la journée mondiale de la météorologie, la rencontre a mobilisé le personnel du service météorologique ainsi que plusieurs représentants des administrations sectorielles et de la société civile.

Placée sous la modération du délégué régional des Transports, Ali Doubla, cette rencontre s'est inscrite dans le thème de la célébration « Observer aujourd'hui, protéger demain ». Un thème qui a guidé les échanges tout au long des discussions, mettant en lumière la nécessité d'une meilleure compréhension et utilisation des données météorologiques.

Dès l'entame, les participants ont été édifiés sur le rôle déterminant de la météorologie dans la protection des populations. À travers le premier sous-thème consacré à la contribution du service météorologique à la sécurité des citoyens, les experts ont démontré comment les prévisions permettent d'anticiper et de limiter les impacts des catastrophes naturelles. Inondations, orages, vents violents ou encore tempêtes de poussière, autant de phénomènes de plus en plus fréquents dans la région du Nord et pour lesquels les alertes précoces peuvent sauver des vies.

Des exemples concrets récents, notamment les épisodes de vents de poussière enregistrés dans la région, ont permis d'illustrer l'importance d'un dispositif météorologique performant. Les échanges ont également insisté sur la nécessité d'une diffusion rapide et accessible des informations climatiques afin de toucher toutes les couches de la population.

Le second temps fort de la table ronde, articulé autour du sous-thème « Observer aujourd'hui, se nourrir demain », a mis en exergue le lien étroit entre météorologie et sécurité alimentaire. Dans une région fortement dépendante de l'agriculture, la maîtrise des données climatiques apparaît comme un levier essentiel pour optimiser les rendements et prévenir les pertes.

Ce moment d'échanges interactifs a suscité de nombreuses préoccupations parmi les participants, notamment sur l'accès et l'exploitation des informations météorologiques. Les acteurs sectoriels ont exprimé leur volonté de mieux intégrer ces données dans leurs stratégies d'intervention. Prenant la parole, le délégué régional des Transports a exhorté les industries et entreprises opérant sous contraintes climatiques à renforcer leur collaboration avec les services météorologiques. Une synergie jugée



indispensable pour améliorer les capacités d'anticipation et d'adaptation face aux aléas climatiques.

Au-delà des discussions, un constat s'impose, malgré les avancées enregistrées, de nombreux défis subsistent. Parmi eux, la sensibilisation des populations à l'usage des données météorologiques reste une priorité. Si des efforts sont déjà consentis à travers les médias, une grande partie des communautés rurales, notamment les agriculteurs, demeure encore en marge de ces informations pourtant essentielles.

Ces derniers représentent pourtant une cible stratégique, en tant que principaux utilisateurs potentiels des prévisions climatiques. Leur appropriation

des outils météorologiques pourrait significativement améliorer la résilience face aux effets des changements climatiques.

Dans cette dynamique de vulgarisation et de proximité, la délégation régionale des Transports prévoit d'organiser des journées portes ouvertes ce lundi, 23 mars à l'Alliance française de Garoua. Une initiative qui vise à rapprocher davantage les services météorologiques des populations et à promouvoir une culture de l'anticipation.

Marcus DARE

Réactions

« Nous faisons un effort de vulgariser depuis un peu plus de 4 ans déjà les données relatives aux informations météorologiques. »

Ali Doubla, délégué régional des transports pour le Nord

L'information météorologique, c'est une donnée de base qui concerne tous les acteurs de la société. C'est au premier rang desquels la population a besoin de manger, et pour ça, il faut savoir mettre la graine au sol au bon moment. Et ce bon moment ne peut être défini que par les bulletins météorologiques et toutes les autres informations liées à la météo. Nous faisons un effort de vulgariser depuis un peu plus de 4 ans déjà les données relatives aux informations météorologiques. Il y a des sites qui sont dédiés tant au niveau national qu'au niveau local. Et ces sites sont accessibles gratuitement. Il suffit juste d'avoir le bon site pour avoir la bonne



information. Et ces bons sites sont obtenus quand on se rapproche des services de la météorologie au niveau régional ou au niveau national et même au niveau départemental

« Comme principale avancée du service, nous avons l'intensification de notre réseau de partage d'informations météorologiques »

Dahirou Greng, Chef service régional de la météorologie pour le Nord

Nous venons avec des informations pour que la population puisse avoir en avance les informations pour pouvoir anticiper les phénomènes qui sont attendus. Comme principale avancée du service, nous avons l'intensification de notre réseau de partage d'informations météorologiques. À l'heure actuelle, nous avons déjà des points focaux qui sont disséminés dans chaque arrondissement de la région. Donc à chaque fois que les informations météorologiques sont produites, elles sont mises automatiquement à la disposition de ces points focaux qui se chargent de disséminer l'information à l'effet de toucher le maximum de personnes. Et à côté de cela, nous avons certaines radios locales qui vont même



jusqu'au-delà en traduisant nos bulletins météorologiques en langue locale. Tout ceci pour permettre à la population de bien comprendre les informations véhiculées dans nos bulletins météorologiques.

Propos recueillis par Marcus DARE

Adamaoua

La météorologie plus proche des populations.

En prélude à la journée mondiale de la météorologie, une kyrielle d'activités a meublé la semaine qui s'est achevée. Entre sensibilisation dans les établissements scolaires et échanges avec les services administratifs, tout a été mis en œuvre pour rapprocher les services de la météo au niveau des populations

La région de l'Adamaoua a vibré au rythme des manifestations en prélude à la journée mondiale de la météorologie. Organisée par le Service régional de la météorologie en partenariat avec les experts de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna), cette édition a mobilisé élèves et les administrateurs pour souligner l'importance des bulletins météo dans les activités de l'Homme. La matinée du jeudi a été marquée par une séance de sensibilisation auprès des élèves du Lycée Bilingue et du Lycée Technique de Ngaoundéré. Dans ces établissements visités, des centaines d'élèves ont participé à des échanges interactifs, où les météorologues ont expliqué comment les prévisions influencent les activités humaines. Selon eux, la prise en compte des données météorologiques permet de les mettre à l'abri de beaucoup d'incidents. Que ce soit en santé, dans les transports ou même dans les activités agropastorales, la météo joue un rôle imminemment important. « La météo n'est pas qu'un bulletin TV ; elle sauve des récoltes et protège la santé en alertant sur les épidémies liées aux pluies ou à la sécheresse. Tenez par exemple, dans le domaine des transports, la météorologie peut alerter sur des pluies qui peuvent impacter, faire retarder ou annuler des vols pour prendre le cas du transport aérien », a déclaré Jaurès, expert de l'Asecna. Et d'insister, « La prise en compte des données météorologiques permet de faire évacuer une zone à risque, de se prémunir par exemple en portant des vêtements adaptés etc ». Les élèves ont découvert des cas concrets et

certaines envisagent déjà explorer ce domaine après leur baccalauréat.

Dans l'après-midi, l'équipe s'est déployée vers les services administratifs, notamment à l'immeuble de la délégation régionale du Ministère de l'habitat et du développement urbain (Minhdu). Cet édifice abrite une dizaine des services régionaux et départementaux, les services de la police de la voie publique, la délégation de l'administration pénitentiaire entre autres. Partout où l'équipe régionale de la météorologie est passée, les discussions sur la vulgarisation de la météorologie ont ponctué ces déplacements.

Ces activités s'inscrivent dans une stratégie régionale pour renforcer la compréhension des données météorologiques pour une meilleure anticipation sur les risques de catastrophes naturelles et autres calamités. Déjà dans la ville, les stations de radio diffusent chaque matin, les données météorologiques, permettant aux populations de prendre les dispositions afin d'éviter tout risque.

Au moment où le Cameroun se joint au reste du monde pour observer la journée mondiale de la météorologie, dans l'Adamaoua, les données météo sont d'une importance capitale. Elles permettent, selon les spécialistes, d'anticiper sur bien de risque de catastrophe naturelle. Le thème de l'édition 2026 de cette journée, « Observer aujourd'hui, protéger demain » remet sur la table des débats, l'importance de la prévision météorologique dans une logique de développement durable.

Jean Besane Mangam



Tourbillon lié au phénomène météorologique s'étant produit le 8 mars dernier à Ngaoundéré

Interview

« une bonne prévision va permettre à un paysan de savoir quand est-ce qu'il doit semer. Et à l'éleveur, quand est-ce qu'il doit abriter son troupeau ».

Laurent Chanel Cedric Essomba, ingénieur de la météorologie, chef de service régional de la météorologie de l'Adamaoua,

Qu'est-ce que la météorologie et pourquoi est-elle importante pour notre société ?

La météorologie est la science qui étudie les phénomènes atmosphériques, comme les nuages, la pluie, le vent ou les variations de température. Mais au-delà de la science, c'est un outil de planification essentiel. Son importance est vitale, car elle protège les vies humaines en alertant sur les catastrophes, elle garantit la sécurité du transport aérien et maritime, et elle soutient l'économie. Dans une région comme l'Adamaoua, où l'agriculture et l'élevage sont prédominants, une bonne prévision permet à un paysan de savoir quand semer ou à un éleveur d'abriter son troupeau. En somme, la météo, c'est l'assurance d'une société qui fonctionne.

Comment est-ce que les prévisions météorologiques ont évolué au fil des ans et quels sont les défis actuels ?

L'évolution est spectaculaire. Bien avant, on se fiait à l'observation du ciel et à des baromètres simples. Aujourd'hui, nous utilisons des satellites qui scrutent la Terre en continu, des radars, et des supercalculateurs capables de traiter des milliards de données pour modéliser l'atmosphère.

Cependant, le défi actuel est double. D'abord, un défi technologique : il faut densifier notre réseau d'observation pour capturer des phénomènes très localisés, fréquents dans nos régions. Ensuite, un défi humain : comment rendre ces prévisions toujours plus précises, surtout dans un contexte de changement climatique.

Quel est l'impact du changement climatique sur les phénomènes météorologiques extrêmes que nous pouvons avoir aujourd'hui ?

Le changement climatique agit comme un amplificateur. Il n'a pas forcément « créé » les tempêtes ou les sécheresses, mais il les rend plus intenses et plus fréquents.

L'atmosphère plus chaude retient plus d'humidité, ce qui conduit à des pluies diluviennes plus violentes, provoquant inondations et glissements de terrain. Inversement, l'évaporation accrue assèche les sols plus rapidement, aggravant les sécheresses. Nous observons aussi un dérèglement des saisons : la saison des pluies peut commencer plus tard ou s'arrêter plus brusquement. C'est pourquoi le thème « Observer aujourd'hui pour protéger demain » est si pertinent : nos données nous aident à mesurer cette accélération.

Qu'est-ce vous désignez par pluie diluvienne ?

Une pluie diluvienne, c'est tout simplement une pluie très forte. Une pluie qui vient avec une certaine intensité. Maintenant, ça dépend des régions où la pluie va s'abattre. Il y a des régions qui ont des sols avec une forte capacité d'absorption. Il y a des régions qui ont une faible capacité d'absorption. Comme on va prendre l'exemple au niveau de l'Extrême-Nord, Maroua. Le sol est assez sableux, ce qui fait que quand la pluie diluvienne arrive, le sol ne retient pas suffisamment de l'eau et ça crée ce qu'on appelle l'inondation.

Quel est l'impact du changement climatique dans la région de l'Adamaoua qui est connue pour ses activités agro-pastorales et les transports ?

Le changement climatique a un impact général. Je vais tout simplement prendre, le communiqué de la direction de la météorologie, où on a annoncé des pluies, mais maintenant, comme nous sommes dans ce contexte, contexte de changement climatique, il y a un dérèglement des saisons. Vous voyez, parfois, des pluies arrivent un peu plus tôt, parfois un peu plus tard. Et ça a un impact majeur sur l'ensemble des activités, que ce soit au niveau de l'agriculture, que ce soit au niveau de l'élevage. Maintenant, à notre niveau, nous sommes obligés chaque fois de s'adapter. Nous sommes obligés de s'adapter aux conditions. Et ce que nous proposons à notre niveau, c'est de densifier le réseau d'observation météorologique. Nous avons proposé cela et nous sommes toujours dans cela. Quand je parle de la densification du réseau d'observation, je parle de l'augmentation des stations météorologiques pour faire l'observation, d'où le thème choisi par l'Organisation météorologique mondiale.

Vous parlez du thème et nous rappelons que le thème s'intitule « Observer aujourd'hui, protéger demain ». D'où la question de savoir Comment les services météorologiques nationaux contribuent-ils à la protection des populations, des infrastructures et des biens ?

C'est encore une excellente question. La direction de la météorologie nationale, qui est en charge de toutes les activités météorologiques sur l'étendue du territoire, élabore en permanence des bulletins météorologiques. Il y a des bulletins spécialisés, mais nous avons des bulletins quotidiens que nous faisons tous les jours, comme le bulletin de prévision

numérique du temps qui est fait tous les jours et qui est diffusé dans les différentes plateformes, que ce soit Facebook, que ce soit YouTube. On a même un site, on peut directement aller sur le site de la direction de la météorologie. Et nous invitons la population à ne même pas se fier aux informations qu'ils voient sur les téléphones, d'aller directement à la source, parce que c'est nous, la direction de la météorologie, constituée de beaucoup d'experts qui ont la qualification pour ce genre de tâches.

Quelles sont donc les initiatives de l'Organisation météorologique mondiale pour promouvoir la coopération internationale en matière de météorologie ?

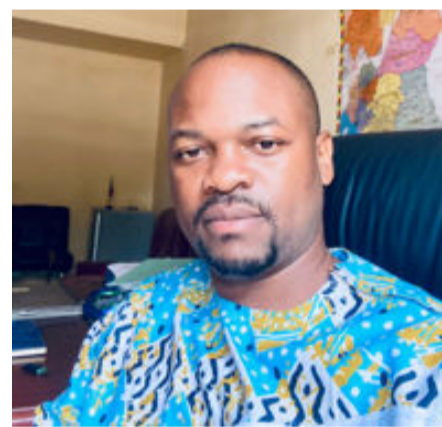
L'OMM est la colonne vertébrale de la coopération météo. Le climat n'a pas de frontières : un nuage qui se forme sur l'Atlantique peut affecter notre région. L'OMM coordonne les échanges de données en temps réel entre tous les pays via la «Veille météorologique mondiale». Une initiative clé est le programme Cadre mondial pour les services climatologiques, qui aide les pays comme le nôtre à traduire les données climatiques en services utiles pour la santé, l'agriculture ou la réduction des risques de catastrophe. Enfin, l'OMM standardise les observations, pour qu'une mesure prise ici à Ngaoundéré soit comprise et utilisable par un météorologue en Europe ou ailleurs.

Quel conseil donneriez-vous aux populations ?

Sur le plan d'abord macro, on va évoluer sur deux bandes. Sur le plan macro, on va encourager le reboisement, d'éviter la déforestation parce que ça détruit notre couche d'ozone. Ça ne nous aide pas à protéger notre atmosphère de façon générale. Mais sur le plan micro, on va demander à la population d'appliquer des écogestes. Ça veut dire quoi ? Avoir une hygiène suffisamment de qualité, éviter de jeter des ordures n'importe comment, éviter de brûler des papiers un peu de partout. Et de façon générale, c'est un peu ça.

En quoi est-ce qu'une mauvaise hygiène de l'environnement peut être un risque pour la population ?

Une mauvaise hygiène déjà, c'est pour ça que j'ai parlé de deux bandes, macro et micro. Parce qu'on peut se dire que parce que c'est tout petit, ça n'aura pas d'impact. Pourtant, ça a un impact. Quand on parle de changement climatique, le changement climatique c'est quoi ? C'est l'augmentation des gaz à effet de



serre qui se retrouvent au niveau de l'atmosphère. Et cette augmentation contribue à augmenter la température générale de notre planète. Et maintenant, qu'est-ce qui contribue à l'augmentation de cette température ? C'est la question qu'on devrait se poser. En gros, c'est l'action de l'homme. Donc ça veut dire tout acte que l'homme pose a un impact sur l'environnement. Peu importe, même si l'acte est minime, ça a un impact au niveau de l'environnement. C'est pour cela que nous continuons et nous allons toujours continuer la sensibilisation des populations à ce sujet.

Quelle sera l'activité phare pour cette journée consacrée à la météorologie ?

Ce lundi 23 mars 2026, jour de fête, nous avons une journée porte ouverte au niveau de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna), au niveau de l'aéroport de Ngaoundéré. Avec tous les responsables, que ce soit les collaborateurs de l'Asecna ou de l'autorité aéronautique, les particuliers et autres, nous avons une série d'exposés là-bas à propos de la thématique et bien d'autres.

Entretien réalisé par Jean Besane Mangam

Grande INTERVIEW

« Les forêts du bassin du Congo sont sacrifiées au profit d'autres secteurs »

Samuel Nguiffo

Dans cet entretien, le Directeur du Centre pour l'Environnement et le Développement (CED) du Cameroun explique le rôle des forêts dans l'économie locale tout en indiquant les enjeux autour.

Le monde célèbre le 21 mars, la journée internationale des forêts, cette année le thème est: « les forêts et les économies ». Que devons-nous comprendre de cette thématique?

À l'observation, on peut constater que la forêt, comme espace et comme ressource, est au cœur des économies des pays forestiers du Bassin du Congo et de celles des zones forestières. Cette contribution est directe ou indirecte et s'étend du niveau local au niveau global. La forêt représente un actif économique majeur dans les pays du Bassin du Congo. Le Bassin du Congo abrite la deuxième plus grande forêt tropicale du monde avec environ 3,6 millions de km² de forêts denses, couvrant six pays principaux: la RDC, le Congo, le Cameroun, la Centrafrique, le Gabon et la Guinée Équatoriale. Pour les 60 millions de personnes qui vivent dans ou à proximité de ces forêts, dont la plus grande proportion de peuples autochtones des pays d'Afrique centrale, la forêt est un cadre de vie qui rythme leur mode de production, leurs pratiques culturelles et cultuelles. Mais c'est également une infrastructure économique vitale, un don exceptionnel de la nature, qui contribue au développement de ces pays et peuples. Quelques chiffres illustrent cette réalité : 75 % des populations rurales du bassin du Congo dépendent directement de la forêt pour leur subsistance quotidienne. Les produits forestiers représentent en moyenne 20 à 30 % des revenus monétaires des ménages ruraux en Afrique centrale. Dans les zones les plus enclavées, cette dépendance monte à 60 % des revenus totaux des ménages.

Quel est le rôle des forêts dans l'économie locale des communautés vivant près ou dans le bassin du Congo ?



L'économie forestière repose sur trois piliers essentiels:

a. La forêt comme source de revenus directs

Les communautés forestières tirent une part importante de leurs revenus des produits de la forêt, exploités à l'échelle locale. Qu'il s'agisse du gibier, du bois d'œuvre (« sciages sauvages », essentiellement), du charbon de bois, des produits forestiers non ligneux (PFNL) destinés à l'alimentation (très souvent comme condiments, mais pas seulement), aux soins de santé, à des usages cosmétiques ou ornementaux. On estime que le commerce des PFNL génère entre 1,2 et 2,4 milliards de dollars par an dans le bassin du Congo. Ce montant n'est toutefois pas entièrement contrôlé par les communautés. Les principaux PFNL commercialisés sont : le rotin (filiale estimée à 300 millions de dollars/an au Cameroun seul), les noix de Moabi (*Baillonella toxisperma*), dont l'huile est prisée localement et à l'export,

le *Gnetum africanum* (okok/eru), légume forestier dont le commerce annuel dépasse 50 millions de dollars entre le Cameroun et le Nigeria, les plantes médicinales, dont le marché est estimé à 500 millions de dollars/an en Afrique centrale. Il s'agit de ressources prélevées dans la forêt, et générant des revenus directs aux communautés qui les exploitent. Certaines de ces ressources font l'objet d'un commerce local, régional ou national, tandis que d'autres sont destinées à l'exportation. Dans la plupart des cas, des intermédiaires bénéficient d'une part des revenus tirés de ces importants marchés.

b. La forêt comme filet de sécurité

Il s'agit ici essentiellement de produits de consommation courante issus de la forêt : produits alimentaires, médicinaux ou utilitaires (bois d'œuvre pour la construction, pour les meubles, etc.). Si la forêt venait à ne plus fournir ces produits, les utilisateurs devraient payer pour les

remplacer, ce qui représenterait une somme très importante. On pense ici : A la viande de brousse, qui représente encore entre 30 et 80 % des apports en protéines animales dans les zones rurales forestières du Bassin du Congo. Aux autres produits alimentaires issus de la forêt (feuilles, racines, écorces, fruits et noix), qui renforcent la sécurité alimentaire des peuples de la forêt, et surtout des communautés autochtones. Au bois d'œuvre, avec un secteur informel représentant plus d'un milliard de dollars, capté principalement par des réseaux locaux de sciage artisanal, et destiné en grande partie à satisfaire la demande des zones urbaines (bois de construction, équipements, etc.) 90 % des ménages forestiers consomment régulièrement des produits de la forêt. La valeur annuelle de l'autoconsommation forestière est estimée entre 1 000 et 2 000 dollars par ménage, soit un transfert invisible mais massif vers les économies locales. En période de crise alimentaire, la forêt absorbe les chocs : pendant la crise liée à la COVID-19, les revenus forestiers ont augmenté de 15 % dans les zones rurales du bassin du Congo. L'écotourisme, source potentielle de



Contactez-nous au :

Tél: (+237) 694 819 937 / 672 500 093

Web: www.echosante.info

E-mail: info@echosante.info

Suivez-nous sur :

Abonnez-vous et achetez votre journal sur cette adresse :

<https://shop.echosante.info>



L'information Sanitaire à votre portée.



revenus liés à la présence de la forêt, est encore sous-développé dans le bassin du Congo, par comparaison avec l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, par exemple. Fortement handicapé par le manque d'infrastructures, ce secteur a un potentiel estimé à 500 millions de dollars par an si celles-ci étaient développées. Le bois-énergie : 85 % des ménages en Afrique centrale utilisent le bois de feu ou le charbon de bois comme source d'énergie principale. La valeur économique du bois-énergie dans le bassin du Congo est estimée à 4 milliards de dollars par an. A Kinshasa seule, le marché du charbon de bois représente 400 millions de dollars/an et emploie environ 200 000 personnes.

c. La forêt, pilier de l'économie nationale

Au niveau national, le secteur forestier formel est une source importante de revenus à l'exportation et rapporte, dans chacun de ces pays, des revenus directs d'environ 100 millions de dollars au Trésor public. Il représente entre 5 et 10% du PIB des pays de la Comifac.

Peut-on penser que la forêt d'Afrique Centrale continuera à contribuer aux économies nationales ?

Le bassin du Congo souffre d'un déséquilibre criant dans sa gestion forestière, dominée par une exploitation économique à court terme (bois d'œuvre, concessions industrielles) au détriment des piliers social et écologique de la gestion durable. Cette approche déséquilibrée, couplée à un manque d'articulation intersectorielle (mines, agro-industrie, infrastructures), accélère la dégradation des forêts, notamment dans les forêts frontalières, qui sont exposées à la conversion en des espaces non forestiers. Pour inverser cette tendance, une réforme structurelle s'impose, combinant gouvernance renforcée, participation populaire, diversification économique et protection écologique. On observe des déséquilibres persistants.

Pilier économique : L'exploitation industrielle du bois (souvent illégale ou mal régulée) concentre les revenus au profit d'acteurs extérieurs, tandis que les alternatives durables (écotourisme,

produits forestiers non ligneux, agroforesterie) restent marginalisées.

Pilier social : Les populations locales et autochtones sont exclues des bénéfices, privées de droits fonciers et victimes de conflits avec les concessions. Leur savoir traditionnel est ignoré.

Pilier écologique : Les aires protégées (30% du bassin) sont mal financées, le braconnage sévit, et les forêts frontalières subissent une pression croissante (déforestation, conversion agricole).

Conflits intersectoriels et lacunes institutionnelles

Les forêts du bassin du Congo sont sacrifiées au profit d'autres secteurs : Mines (cobalt, or, pétrole) : Déforestation, pollution des sols et des eaux ; Agro-industries : Expansion des plantations de palmier à huile, d'hévéa et de cacao, souvent sur des terres forestières ; Infrastructures : Routes, barrages et projets transnationaux (Transafricaine) fragmentent les écosystèmes. Tout ceci se passe dans des contextes marqués par un déficit de cohérence entre les législations forestières, minières et agricoles, et des lacunes dans la réalisation des études d'impact sur l'environnement et le suivi rigoureux de leur exécution.

Comment la conservation des forêts peut-elle être intégrée dans les stratégies de développement économique ?

Il est impératif de rééquilibrer les piliers.

Économique : Diversifier les revenus : Promouvoir les produits forestiers non ligneux (miel, noix, plantes médicinales), l'écotourisme communautaire et l'agroforesterie (cacao, café sous couvert forestier) ; Renforcer la traçabilité, et la lutte contre l'exploitation forestière illégale. Taxer et redistribuer : Augmenter les redevances forestières et les affecter à des fonds locaux, puis suivre de manière plus rigoureuse l'utilisation en faveur du développement local ; Social : Reconnaître les droits des peuples autochtones et des communautés locales, en protégeant les espaces forestiers dont ils se servent. Là où les communautés disposent de forêts communautaires, il est impératif que l'Etat joue son rôle d'accompagnement, prescrit par la législation en vigueur.

Développer des activités créatrices d'emplois locaux, comme la restauration des paysages forestiers, l'écotourisme et la transformation locale des produits de la forêt.

Écologique : Protéger et restaurer : Étendre les espaces protégés en créant des aires protégées communautaires gérés par des communautés, avec la possibilité d'y prélever des fruits de la forêt, sans altérer le couvert forestier, intensifier la lutte contre le braconnage et restaurer les zones dégradées (initiative AFR100) ; Financer la conservation : Mobiliser des fonds internationaux et développer des mécanismes de paiement pour services écosystémiques (PSE).

La survie des forêts du bassin du Congo dépend d'une transition urgente vers un modèle équilibré et intégré, où : L'économie ne se limite plus au bois, mais inclut des alternatives durables ; le social place les communautés au cœur de la gestion. C. L'écologie devient une priorité, avec des financements dédiés. Et, les secteurs (forêts, mines, agriculture) sont mieux coordonnés pour éviter les conflits.

Sans ces changements, le bassin du Congo risque de perdre ses forêts d'ici quelques décennies, avec des conséquences dramatiques pour la biodiversité (gorilles, éléphants de forêt), le climat mondial (30 milliards de tonnes de CO₂ stockées) et les millions de personnes qui en dépendent. Les pays de la région ont une opportunité historique de prouver qu'une économie verte est possible à condition d'agir maintenant.

La législation locale est-elle efficace face aux enjeux économiques ?

Les législations forestières des pays du bassin du Congo souffrent d'un paradoxe fondamental : les acteurs qui causent les dommages les plus graves et les plus irréversibles sont précisément ceux qui sont le moins sévèrement sanctionnés. Au Cameroun, les amendes prévues contre les entreprises varient entre 5 et 10 millions de Fcfa, soit 7 500 à 15 000 euros, alors qu'une exploitation illégale de 1 000 m³ de bois précieux génère entre 100 et 300 millions de Fcfa de profit. En RDC, les amendes maximales ne dépassent pas 10 000 dollars pour des entreprises qui peuvent réaliser entre 10 et 50 millions de dollars de profits illicites. Le calcul

est simple : il est économiquement rationnel de payer l'amende et de continuer à détruire. À l'inverse, les communautés locales pratiquant une exploitation de subsistance s'exposent à des peines d'emprisonnement. Cette asymétrie punitive criminalise les gardiens traditionnels de la forêt tout en garantissant l'impunité des grands destructeurs.

Deux réformes urgentes s'imposent. La première est un renforcement radical des sanctions contre les entreprises, avec des amendes proportionnelles aux profits illicites réalisés, calculées sur la base du bénéfice illégal multiplié par un coefficient dissuasif de 5 à 10, l'introduction de la responsabilité pénale des personnes morales permettant la suspension définitive des activités, et l'obligation de réparation du préjudice écologique incluant le reboisement d'une superficie équivalente à 150 % de la superficie détruite. Ces mécanismes existent déjà dans d'autres juridictions : en Indonésie, des réformes similaires ont permis de réduire la déforestation de 45 % en cinq ans, et au Brésil, la responsabilité pénale élargie a fait augmenter le taux de détection des infractions forestières de 300 %.

La seconde réforme, tout aussi urgente, est l'élargissement de la compétence en matière forestière à l'ensemble des officiers de police judiciaire de droit commun. Aujourd'hui, seuls les agents des eaux et forêts ont l'initiative des poursuites, un corps structurellement sous-dimensionné avec un agent pour 7 300 hectares au Cameroun et un agent pour plus de 50 000 hectares en RDC, exposé à la corruption et incapable de couvrir l'ensemble du territoire forestier. Résultat : 90 % des infractions forestières ne sont jamais officiellement constatées. Permettre à la gendarmerie, à la police et aux militaires de constater les infractions, de saisir les matériels illicites et d'ouvrir des procédures judiciaires sans attendre un agent forestier changerait radicalement la donne. Ces deux réformes, complétées par une harmonisation régionale dans le cadre de la COMIFAC, constituent le socle minimal d'une gouvernance forestière crédible, sachant que les pays du bassin du Congo perdent collectivement entre 1,5 et 3 milliards de dollars par an en recettes fiscales du seul fait de l'exploitation illégale.

Propos recueillis par Ghislaine DEUDJUI



Contactez-nous au :

Tél: (+237) 694 819 937 / 672 500 093

Web: www.echosante.info

E-mail: info@echosante.info

Suivez-nous sur :

Abonnez-vous et achetez votre journal sur cette adresse :

<https://shop.echosante.info>



L'information Sanitaire à votre portée.



Assainissement du réseau d'eau potable

La CAMWATER lance une task force à Bafoussam

Cette mission spéciale allie réparation des fuites, numérisation du réseau et renforcement des infrastructures, afin de garantir une desserte fiable et équitable dans la capitale régionale de l'Ouest.

Sur instructions du Directeur Général de la CAMWATER, Dr Blaise MOUSSA, une mission spéciale s'effectue en ce moment dans le chef-lieu de la Région de l'Ouest.

La ville de Bafoussam vit actuellement au rythme d'un chantier hydraulique d'envergure. Sur instruction du Dr Blaise MOUSSA, Directeur général de la CAMWATER, une task force pluridisciplinaire a investi les artères de la capitale régionale de l'Ouest pour résoudre l'équation complexe de l'approvisionnement en eau potable. Cette mobilisation répond à une urgence sociale et sanitaire : trop longtemps, des quartiers entiers ont subi les affres des coupures répétées et de la pression insuffisante, contraignant les populations à des corvées d'eau éprouvantes.

Concrètement, l'équipe déployée sur le terrain ne ressemble à aucune mission ordinaire. Composée d'hydrauliciens, de géomaticiens, d'électromécaniciens, de métrologues et de techniciens plombiers spécialisés en réseaux, elle dispose de toutes les compétences nécessaires pour ausculter le système dans ses moindres recoins. L'objectif principal affiché est double : stabiliser d'urgence le service public de l'eau et identifier avec précision les zones non alimentées afin d'y remédier.

Les travaux en cours s'articulent autour de plusieurs axes complémentaires. En premier lieu, la priorité a été donnée à la réparation immédiate des fuites enregistrées. Chaque fuite, en effet, représente une perte sèche d'une ressource précieuse et un affaiblissement de la pression dans l'ensemble du réseau. C'est pourquoi les équipes s'attellent à colmater les brèches visibles dans les plus brefs délais.

Parallèlement à cette action curative, la mission procède à une transformation numérique du



réseau. La numérisation, l'actualisation et la modélisation complète des conduites de la ville de Bafoussam et de ses environs sont en cours. Cette cartographie moderne permettra aux ingénieurs de visualiser en temps réel l'état du réseau et d'anticiper les interventions nécessaires, rompant ainsi avec les méthodes empiriques du passé.

Sur le plan technique, le renforcement du débit de transfert par pompage est également engagé. Cette opération, couplée à une modulation fine de la pression, vise à améliorer significativement la desserte dans les zones mal desservies. L'objectif est d'assurer une répartition équilibrée de l'eau sur l'ensemble du territoire urbain, afin que les quartiers périphériques ne soient plus sacrifiés au profit du centre-ville.

Les résultats attendus au terme de cette mission spéciale sont particulièrement ambitieux. La CAMWATER table sur la réparation d'au moins 90 % des fuites identifiées et apparentes. Au-delà de ce chiffre, c'est un diagnostic profond et inédit du réseau qui sera réalisé,

permettant de connaître enfin l'état exact des infrastructures souterraines. Les plans du réseau, souvent obsolètes ou incomplets, seront intégralement actualisés et maîtrisés par les équipes techniques. L'un des livrables majeurs de cette intervention sera la production d'un modèle hydraulique fonctionnel. Cet outil de pilotage permettra de maîtriser la répartition des pressions et d'optimiser le fonctionnement général du système. Concrètement, les ingénieurs pourront simuler différents scénarios et ajuster les paramètres en fonction des besoins réels des populations.

La dimension sociale n'est pas oubliée dans ce déploiement technique. Les zones de pauvreté identifiées feront l'objet d'une attention particulière : soit elles seront immédiatement alimentées en eau potable si les conditions le permettent, soit elles seront consignées dans des études d'alimentation à court terme, garantissant ainsi une prise en charge programmée. Par ailleurs, les études d'extension, de renforcement et de densification du réseau seront réalisées,

de même que l'identification des besoins en réhabilitation ou en maintenance des conduites pour chaque station.

Il importe de souligner que cette démarche s'inscrit dans un cadre politique clair. À la CAMWATER, cette mission spéciale est la traduction concrète des Hautes Directives du Président de la République. Dans son traditionnel discours de fin d'année, le 31 décembre 2025, le Chef de l'État avait en effet indiqué : « Des avancées significatives ont également été enregistrées dans l'approvisionnement en eau potable de nos populations, tant dans les centres urbains qu'en milieu rural. Les travaux de réhabilitation et d'extension des réseaux de distribution d'eau potable que nous avons engagés à cet égard vont s'intensifier, afin de répondre aux besoins en la matière. »

Au-delà de la technique, cette intervention porte également une dimension pédagogique. Le partage d'expérience et de bonnes pratiques avec les équipes locales est en effet prévu, afin de renforcer les compétences des personnels basés à Bafoussam et d'assurer la pérennité des acquis une fois la mission spéciale achevée.

À terme, l'ambition de la CAMWATER est claire : faire de Bafoussam un modèle de gestion moderne du service public de l'eau. La réussite de cette mission spéciale conditionnera en partie la capacité de l'entreprise à dupliquer cette approche dans d'autres villes camerounaises confrontées aux mêmes défis. Pour les populations de l'Ouest, l'espoir est désormais permis de voir couler l'eau plus abondamment et plus régulièrement dans leurs robinets, mettant fin à des années de pénuries et de corvées.

E.S.N

Extrême-Nord

La CAMWATER renforce la desserte en eau potable

Grâce au remplacement d'équipements critiques et au colmatage des fuites, le château d'eau de Mora, resté vide depuis trois ans, a été entièrement rempli, mettant fin au calvaire hydrique de milliers de foyers.

C'est un véritable ouf de souffrance qui émane des populations de l'Extrême-Nord. Alors que la période critique de l'étiage met chaque année à rude épreuve les capacités de production et de distribution d'eau potable, la CAMWATER a décidé de frapper un grand coup. Sur instruction ferme du Directeur général, le Dr Blaise Moussa, les équipes techniques de la Délégation Régionale se sont immédiatement mobilisées pour sécuriser l'approvisionnement en eau dans les zones les plus vulnérables du territoire. Pour faire face à l'urgence climatique, les techniciens ont donc concentré leurs efforts sur la station de traitement de Mokolo et sur la Conduite de Liaison Directe (CLD) qui relie Mokolo à Mora. Ces infrastructures, véritables artères vitales pour la sous-région, souffraient d'un manque criant de maintenance et d'équipements obsolètes. C'est pourquoi une vaste opération de remise à niveau a été engagée sans délai.

En premier lieu, les équipes ont procédé au remplacement des équipements critiques. Pas moins de 21 ventouses et trois vannes stratégiques ont ainsi été posées le long du réseau. Parallèlement, un important travail de colmatage des fuites a été réalisé, tant sur la conduite de liaison que sur les réseaux de distribution secondaires. En outre, les vannes altimétriques des brise-charge de Djinguilila et Sékoulé ont été entièrement réhabilitées, permettant ainsi de réguler avec précision le flux d'eau sur l'ensemble du linéaire.

Les résultats de cette mobilisation ne se sont pas fait attendre. En effet, dès la fin des travaux, une amélioration notable de la pression et de la disponibilité de l'eau a été constatée par les abonnés. Mais le fait le plus spectaculaire, et sans doute le plus symbolique, reste le remplissage intégral du château d'eau de Mora. Cet ouvrage, d'une capacité conséquente, n'avait plus atteint son niveau maximal depuis trois ans. Les riverains, médusés mais ravis, ont salué un événement qu'ils qualifient eux-mêmes d'« historique ». Ainsi, pour les villes de Mokolo, Koza, Minawao, Mozogo, Mora et Kolofata, la fin de la pénurie semble enfin se profiler à l'horizon.

Cependant, la CAMWATER ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Forte de ce succès technique, l'entreprise publique entend désormais maîtriser l'intégralité de la chaîne de distribution, y compris dans sa dimension commerciale. C'est dans cette optique que la pose de compteurs de gros calibre (DN 300 et 250 mm) est programmée dans les prochains jours aux entrées des villes de Mokolo, Mora et Koza. Grâce à ces équipements de précision, il sera possible de quantifier exactement les volumes d'eau injectés dans chaque localité, mais aussi de détecter rapidement les éventuelles pertes en ligne.

En définitive, cette intervention éclair dans l'Extrême-Nord démontre, s'il en était encore besoin, la détermination des équipes de la



Face aux effets sévères de l'étiage qui menacent l'approvisionnement en eau dans l'Extrême-Nord, le Dr Blaise Moussa, Directeur général de la CAMWATER, a déclenché une mission d'urgence sur les infrastructures stratégiques de Mokolo et Mora.

CAMWATER à garantir le droit fondamental à l'eau potable pour tous les Camerounais. Entre la réparation d'urgence, la réhabilitation technique et la modernisation des outils de pilotage, c'est une approche globale et cohérente qui est mise en œuvre. Et pour les populations de Mora, voir enfin ce château d'eau se remplir est bien plus

qu'une simple satisfaction technique : c'est la preuve que l'eau coulera désormais plus longtemps à leurs robinets.

E.S.N

Barrage de Nachtigal

Le Minee appelle à une restructuration profonde

Le ministre de l'Eau et de l'Énergie a effectué une descente sur le site du barrage de Nachtigal le 18 mars 2026 pour évaluer l'impact de cette infrastructure majeure, qui assure aujourd'hui 30 % de la consommation du RIS.

Tandis que le barrage de Nachtigal confirme son rôle stratégique en fournissant près d'un tiers de l'électricité du Réseau Interconnecté Sud, le ministre Gaston Éloumou Essomba a profité d'une visite sur site pour tirer la sonnette d'alarme. Entre déséquilibres financiers et dettes vis-à-vis du partenaire NHPC, le membre du gouvernement appelle à une restructuration en profondeur du secteur, indispensable pour sécuriser l'avenir énergétique du pays. « L'énergie est l'oxygène de l'économie ». C'est par cette formule forte que Gaston Éloumou Essomba, ministre de l'Eau et de l'Énergie, a résumé l'enjeu de sa visite de travail effectuée le 18 mars 2026 sur le site de l'aménagement hydroélectrique de Nachtigal. Cette descente sur le terrain visait à évaluer l'état d'avancement des installations et à mesurer l'impact réel de ce projet structurant sur le système électrique national.

Sur place, le constat est sans appel : l'infrastructure tient toutes ses promesses techniques. Le ministre a pu s'imprégner du fonctionnement du barrage principal, de l'usine de production et de la salle de commande, avant de révéler un chiffre éloquent : près de 30 % de l'électricité consommée par les ménages du Réseau Interconnecté Sud (RIS) provient désormais de Nachtigal. Cette contribution massive confirme le rôle central de l'aménagement dans la stabilisation du réseau et l'alimentation des foyers, des industries et des services.



En visite de travail ce 18 mars 2026 sur le site de l'aménagement hydroélectrique de Nachtigal, le Ministre de l'Eau et de l'Énergie, Gaston Éloumou Essomba a réaffirmé le rôle central de l'énergie dans le développement économique du Cameroun.

Des performances techniques contrastées par des tensions financières

Cependant, cette réussite opérationnelle ne doit pas masquer les fragilités structurelles du secteur. Avec une franchise rare, le ministre a levé le voile sur des difficultés de paiement affectant les relations avec le partenaire stratégique NHPC. « Nous connaissons des tensions financières », a-t-il admis, tout en saluant la patience du partenaire chinois. Ces retards de règlement traduisent, selon lui, un

déséquilibre plus profond qui mine l'ensemble de la filière électrique camerounaise. En effet, malgré l'entrée en production de nouvelles capacités, la santé financière du secteur reste précaire. Les écarts entre les coûts de production, les tarifs appliqués et les recettes effectivement collectées créent une pression constante sur les opérateurs et compromettent la viabilité à long terme du système. Cette situation appelle des réponses structurelles plutôt que des ajustements ponctuels.

La restructuration comme impératif

Face à ce diagnostic, Gaston Éloumou Essomba a clairement indiqué la voie à suivre. Il a plaidé pour une restructuration en profondeur du secteur, dont l'objectif principal serait d'améliorer la mobilisation des ressources et de rétablir l'équilibre financier. Cette réforme ne pourra faire l'économie d'une rationalisation des circuits de recettes et d'une meilleure maîtrise des coûts. Dans cette perspective, le ministre a mis en avant un levier concret déjà actionné sur le terrain : l'intensification des opérations de lutte contre la fraude à l'électricité. Ces actions visent à assainir le secteur en traquant les branchements illicites et les consommateurs indéliques. Outre la sécurisation des recettes, il s'agit de rétablir l'équité entre les usagers, ceux qui paient loyalement leur consommation ne devant plus supporter l'ombre des fraudeurs. La visite de Nachtigal aura donc servi de révélateur. D'un côté, elle confirme la pertinence des choix stratégiques opérés par l'État en matière de développement des infrastructures hydroélectriques. De l'autre, elle met en lumière les réformes indispensables pour que ces investissements portent pleinement leurs fruits. L'énergie est bien l'oxygène de l'économie camerounaise ; il appartient désormais aux acteurs du secteur de veiller à ce que cet oxygène circule sans entrave, au service du développement et du bien-être de tous.

Elvis Serge NSAA

Éclairage public

Le Cameroun lance un vaste programme solaire dans 360 communes

Pour un montant de 21,4 milliards FCFA, 100 000 lampadaires solaires seront déployés dans 360 communes, avec une première phase de 21 500 unités.

C'est une réponse concrète à un défi social et économique majeur. Alors que le Cameroun peine à étendre son réseau électrique conventionnel dans les zones reculées, l'éclairage public solaire s'impose progressivement comme une solution pragmatique et rapide à déployer. Dans cette optique, le chef de l'État a donné son aval à la signature d'un important contrat entre le gouvernement et la société française Sunna Design, spécialisée dans les infrastructures solaires autonomes.

Selon une correspondance signée le 28 janvier 2026 par le secrétaire général de la présidence de la République, Ferdinand Ngoh Ngoh, et adressée au ministre délégué chargé des Marchés publics, Ibrahim Talba Malla, le projet porte sur la fourniture et l'installation de 100 000 lampadaires solaires à travers le territoire national. L'enveloppe globale allouée à cette opération s'élève à 21,4 milliards FCFA TTC. Une première phase, concernant 21 500 équipements, sera déployée dans 360 communes, sous la supervision de la ministre de l'Habitat et du Développement urbain, Célestine Ketcha Courtès.

Le choix de la procédure par entente directe, bien que dérogeant aux règles classiques de mise en concurrence, s'explique par la volonté d'efficacité et de célérité affichée par l'exécutif. Dans un contexte où les besoins en éclairage public sont criants, notamment dans les zones périurbaines et rurales, cette souplesse contractuelle vise à accélérer la livraison des équipements et à garantir une exécution rapide du programme. Au-delà des aspects administratifs, ce projet

illustre surtout un tournant dans la stratégie énergétique nationale. Aujourd'hui, le solaire ne représente qu'à peine 1 % du mix électrique camerounais, très largement dominé par l'hydroélectricité. Pourtant, face à l'ampleur des besoins non couverts, les autorités semblent désormais miser sur les technologies décentralisées pour combler rapidement le retard. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : sur les 13 104 localités recensées à travers le pays, près de 9 000, soit environ 70 %, ne sont toujours pas raccordées au réseau électrique. Dans ces contrées isolées, l'extension des lignes conventionnelles reste coûteuse et techniquement complexe.

L'éclairage public solaire présente en revanche plusieurs avantages : installation rapide, autonomie énergétique, coûts de maintenance réduits et impact immédiat sur la sécurité et la qualité de vie des populations. Pour les communes bénéficiaires, ces lampadaires représentent bien plus qu'un simple équipement urbain. Ils sont un facteur de développement local, permettant le prolongement des activités économiques en soirée, la sécurisation des déplacements et le renforcement du lien social dans les villages.

En choisissant Sunna Design, entreprise française reconnue pour son expertise dans les solutions d'éclairage public solaire intelligentes et résistantes aux climats extrêmes, le Cameroun mise sur la qualité et la durabilité. Les équipements prévus intègrent des technologies de gestion à distance et des batteries haute capacité, adaptées aux conditions d'ensoleillement locales.



Le marché, attribué par entente directe à l'entreprise française Sunna Design, traduit la volonté de l'État d'accélérer l'accès aux services énergétiques de base, alors que près de 9 000 localités sur 13 104 restent encore privées d'électricité.

Ce programme s'inscrit par ailleurs dans une dynamique plus large de promotion des énergies renouvelables, portée par la Stratégie nationale de développement 2020-2030 et par les engagements internationaux du pays en matière de transition énergétique. Si l'hydroélectricité reste la colonne vertébrale de la production nationale, le solaire apparaît désormais comme un complément indispensable pour atteindre l'objectif d'accès universel à l'électricité.

Les prochaines étapes consisteront à finaliser les modalités contractuelles avec l'opérateur retenu,

puis à lancer effectivement le déploiement sur le terrain. Pour les 360 communes concernées par la première phase, l'arrivée de ces 21 500 lampadaires solaires marquera une étape significative dans l'amélioration du cadre de vie et la réduction des inégalités territoriales. À terme, ce sont 100 000 points lumineux qui devraient illuminer les nuits camerounaises, apportant un peu de lumière là où l'obscurité régnait encore en maître.

E.S.N

Minim Martap

Les actionnaires de Canyon Resources ferment la porte à Afriland, le projet sous tension

Malgré le veto des actionnaires à l'entrée d'Afriland au capital, Canyon Resources maintient son cap. Fort d'un financement bancaire solide, le minier vise une première expédition de bauxite dès le troisième trimestre 2026.



Le projet de bauxite de Minim Martap vient de franchir une zone de turbulences financières inattendue. Le 9 mars 2026, lors d'une importante assemblée générale extraordinaire, les actionnaires de la compagnie australienne Canyon Resources ont opposé leur veto à la « tranche 2 » du plan de financement. Ce vote bloque net l'entrée au capital d'Afriland Bourse & Investissement, qui devait injecter environ 27,6 milliards de FCFA (70 millions de dollars australiens), ainsi que celle d'Eagle Eye Asset Holdings, attendu à hauteur de 39,5 milliards de FCFA. Ce rejet massif par la base actionnariale actuelle traduit une volonté de ne pas diluer le contrôle du gisement, malgré le besoin crucial de fonds propres pour stabiliser le tour de table d'un projet estimé à plus d'un milliard de tonnes de bauxite. Ce désaveu de la stratégie de la direction crée une onde de choc, car il écarte un partenaire financier local de premier plan, Afriland, dont l'implication était perçue comme un gage d'ancrage territorial et de solidité institutionnelle au Cameroun.

Une autonomie financière mise à l'épreuve

Malgré ce revers statutaire, la direction de Canyon Resources affiche une sérénité offensive. Dans une mise à jour publiée le 11 mars, le groupe martèle que la phase 1 du développement demeure « intégralement financée ». L'entreprise s'appuie sur une architecture financière hybride pour pallier l'absence des capitaux d'Afriland : elle dispose encore d'une ligne de crédit non tirée de 95 millions de dollars américains auprès d'AFG Bank Cameroon (sur un total de 140 millions), complétée par une trésorerie de 43 millions de dollars au 28 février 2026. Selon le directeur général, Peter Secker, les flux de trésorerie actualisés permettent de couvrir l'intégralité des dépenses d'investissement (CAPEX) jusqu'à la première expédition de minerai. Cette stratégie d'autarcie forcée place néanmoins le groupe dans une position de flux tendus, où la moindre dérive des coûts pourrait devenir critique en l'absence du coussin de sécurité financier que représentait l'entrée d'Afriland et d'Eagle Eye.

Le défi industriel prend le pas sur le financier.

Sur le terrain, l'urgence opérationnelle semble avoir pris le pas sur les tractations de

salle de conseil. Canyon Resources maintient son calendrier industriel avec une précision d'horloger : l'engin d'extraction de surface est déjà positionné sur le site de Minim Martap et le démarrage effectif de l'exploitation minière est annoncé pour la fin du mois de mars 2026. La première production de bauxite est ainsi ciblée pour le début du deuxième trimestre, avec l'ambition de réaliser la première expédition maritime au troisième trimestre 2026. Cette accélération vise à transformer rapidement le potentiel géologique — une bauxite exceptionnelle titrant 51,2 % d'alumine — en revenus sonnants et réverbérants. La logistique reste toutefois le juge de paix : l'arrivée des premières locomotives CRRC au port de Douala d'ici juin et la finalisation des accords avec Camrail pour l'évacuation ferroviaire seront les véritables indicateurs de succès, bien plus que la structure de l'actionnariat.

Un signal ambigu envoyé aux investisseurs

L'éviction d'Afriland Bourse & Investissement pose néanmoins la question de la perception du projet par les marchés internationaux et locaux. En se privant d'un champion financier

de la zone CEMAC, Canyon Resources choisit de porter seul, avec ses créanciers bancaires, le risque d'exécution d'un projet dont les réserves de minerai atteignent 144 millions de tonnes. Si la solidité technique de Minim Martap n'est pas remise en cause, la « fermeture » du capital pourrait être interprétée comme un signe de protectionnisme des actionnaires historiques ou une mésentente sur la valorisation réelle du gisement. Le succès du projet repose désormais sur une équation simple mais risquée : prouver par l'exportation effective que le modèle économique est viable sans apport massif de fonds propres extérieurs. La crédibilité de Canyon se joue maintenant sur les quais du port de Douala et sur les rails du Transcamerounais, où la bauxite devra circuler sans accroc pour valider ce pari audacieux.

Junior NTEPPE KASSI

AFRIK
Envir
nnement

Contactez-nous au :

Tél: (+237) 694 819 937 / 672 500 093

Web: www.echosante.info

E-mail: info@echosante.info

Suivez-nous sur :   

Abonnez-vous et achetez votre journal sur cette adresse :

<https://shop.echosante.info>

L'information Sanitaire à votre portée.



Coopération Cameroun-ONUDI

Un nouvel élan pour l'industrialisation durable

Le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (ai), le Pr Fuh Calistus Gentry, a accordé une audience d'adieu le 18 mars 2026 à Raymond Tavares, Représentant Résident de l'ONUDI. Entre bilan élogieux et perspectives audacieuses, cette rencontre marque un tournant pour le « Programme de Partenariat Pays » (PCP).



Le paysage institutionnel et économique du Cameroun a été marqué, ce mercredi 18 mars 2026, par une rencontre diplomatique de premier plan dans les services du Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT). Le Professeur Fuh Calistus Gentry, Ministre par intérim, a reçu en audience Monsieur Raymond Tavares, Représentant Résident de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) pour le Cameroun et l'Afrique Centrale. Cette séance de travail, empreinte de solennité, intervenait dans un contexte particulier : celui de la fin de mission du diplomate onusien sur le sol camerounais. Au-delà du protocole d'adieu, cette rencontre a servi de plateforme de haut niveau pour réaffirmer la solidité des liens qui unissent l'État du Cameroun à cette agence spécialisée des Nations Unies.

Le Ministre a tenu à saluer le bilan du Représentant sortant, dont le passage a été marqué par une dynamisation des échanges techniques et un accompagnement de proximité lors des multiples descentes sur le terrain. Cette audience de congé a ainsi permis de dresser une rétrospective exhaustive des chantiers entamés, tout en posant les jalons d'une transition fluide pour la poursuite des programmes en cours, garantissant ainsi que le départ de Monsieur Tavares ne freine en rien l'élan de modernisation industrielle engagé par le gouvernement.

Un diplomate au service de l'émergence

L'action de Raymond Tavares au Cameroun ne s'est pas limitée à une simple gestion administrative ; elle a été le moteur d'une diplomatie industrielle active, orientée vers les résultats concrets. En prenant congé du Professeur Fuh Calistus Gentry, le Représentant Résident a exprimé sa profonde gratitude pour l'accueil chaleureux et la collaboration franche dont il a bénéficié de la part du département ministériel. Ce climat de confiance réciproque a permis de lever de nombreux verrous structurels et de faciliter l'implémentation de solutions innovantes pour les PME locales. Les discussions ont mis en exergue le rôle crucial de l'ONUDI dans l'assistance technique et le transfert de technologies, des piliers indispensables pour que le Cameroun atteigne ses objectifs d'émergence à l'horizon 2035. Le Ministre a, de son côté, rendu un vibrant hommage au professionnalisme de son hôte, soulignant que son expertise a grandement contribué à affiner les stratégies de développement technologique du pays. La remise de vœux de succès pour ses futures missions internationales a scellé ce chapitre, tout en confirmant que les fondations posées durant son mandat sont assez solides pour supporter les ambitions futures du ministère, notamment en matière de normalisation et d'amélioration du climat des affaires industrielles.

Le PCP : Le moteur du développement inclusif

L'un des points d'orgue de cette audience a été la réaffirmation de l'engagement mutuel autour du Programme de Partenariat Pays (PCP) de l'ONUDI. Ce modèle de coopération technique de nouvelle génération est conçu pour accélérer le Développement Industriel Durable et Inclusif (DIDI) en agissant comme un catalyseur de ressources. Contrairement aux approches traditionnelles, le PCP repose sur une synergie multi-acteurs impliquant le gouvernement, les institutions financières internationales et le secteur privé national. L'objectif est clair : mobiliser des financements massifs pour des projets structurants capables de transformer radicalement l'économie. Au cours des échanges, l'accent a été mis sur la nécessité de concentrer les efforts sur des secteurs à forte valeur ajoutée tels que l'agro-industrie, qui reste le socle de la sécurité alimentaire et de l'exportation, ainsi que l'énergie verte, devenue un impératif de compétitivité dans un marché mondial de plus en plus décarboné.

Le Ministre et son hôte ont convenu que le PCP doit continuer à servir de levier pour renforcer la compétitivité des entreprises camerounaises, en les aidant à adopter des standards de qualité internationaux. Ce programme ne se contente pas de bâtir des usines ; il vise à construire un écosystème industriel résilient, capable de générer des emplois décents et de réduire les disparités sociales à travers une croissance partagée.

L'industrie au féminin : Le prochain grand rendez-vous

En perspective des actions futures, le Représentant Résident a levé le voile sur une initiative majeure du « Partnership Industry Program » prévue pour l'année en cours. Cette édition se placera sous l'égide de la « Journée des femmes dans l'industrie », une thématique qui résonne avec les priorités du gouvernement camerounais en matière d'équité de genre et d'autonomisation économique. L'idée centrale est de valoriser le rôle crucial, mais souvent sous-estimé, des femmes dans les chaînes de valeur industrielles, de la recherche technologique à la direction d'unités de production.

Ce volet du partenariat vise à encourager l'entrepreneuriat féminin dans les secteurs techniques et à favoriser l'accès des femmes aux formations de pointe. Le Professeur Fuh Calistus Gentry a accueilli avec enthousiasme cette orientation, précisant que l'industrialisation du Cameroun ne pourra être complète sans une participation active et reconnue de la force de travail féminine. La rencontre s'est achevée sur une note d'optimisme avec la traditionnelle photo de famille, symbolisant une transition réussie et la pérennité d'une alliance stratégique. Ce départ marque moins une fin qu'une promesse de continuité pour les grands chantiers de l'agro-industrie et de l'innovation, laissant derrière lui une feuille de route claire pour le renforcement des capacités productives du Cameroun.

Junior NTEPPE KASSI

AFRIK Environnement
 Association pour le Développement Technologique et Industriel
 10 Avenue de l'Industrie, Yaoundé
 Tél: (+237) 694 819 937 / 672 500 093
 Web: www.echosante.info
 E-mail: info@echosante.info
 Suivez-nous sur :    

Contactez-nous au :

Tél: (+237) 694 819 937 / 672 500 093

Web: www.echosante.info

E-mail: info@echosante.info

Suivez-nous sur :    

Abonnez-vous et achetez votre journal sur cette adresse :

<https://shop.echosante.info>



L'information Sanitaire à votre portée.



Ngaoundéré

La culture maraichère comme source de revenus.

Depuis la fin de la saison des pluies, les abords des cours d'eau qui serpentent la ville et les zones inondables sont des véritables espaces agricoles. Une activité qui occupe et se présente en une source de revenus.

A Ngaoundéré, chef-lieu de la région comme dans les autres départements, les cultures maraichères en saison sèche constituent une activité vitale. Pratiquées dans les bas-fonds et le long des cours d'eau traversant la ville, elles assurent la disponibilité de produits vivriers frais pendant la saison sèche. Selon les acteurs de ce type de culture, c'est une véritable source de revenus. « Je pratique cette activité depuis des années. Dès que les pluies finissent, je commence à préparer mon terrain. Cette activité non seulement, elle m'occupe, mais elle permet à ce que j'ai des ressources pour payer la scolarisation des enfants et me prendre en charge », explique Nana Ousmanou, exploitant agricole à Dori, dans l'arrondissement de Ngaoundéré. Comme lui, de nombreux jeunes et moins jeunes voient en cette activité, un lieu d'épanouissement. « Je mène cette activité pour subvenir à mes besoins et s'occuper de ma famille », indique Jonas.

exploitent des espaces fertiles, transformant les vallées péri-urbaines en bassins productifs. Les principaux légumes cultivés incluent la tomate, le gombo, le zom (ou coumbi), les poivrons, les choux, les laitues et le *Solanum nigrum* (morelle noire). Un calendrier précis guide les semis pour éviter inondations en saison des pluies et optimiser les récoltes sèches, avec des cycles de 3 mois en moyenne. L'irrigation par pompage et l'alternance avec les cultures pluviales maintiennent l'activité annuelle. Les agriculteurs passent ainsi une année complète de production sans arrêt via une rotation culturale. Dans certaines de ces zones de culture, en ce moment, le maïs se développe déjà. Ce qui permettra aux populations de la ville, en mi-mai, de récolter le premier maïs de la saison en attendant celui issu de la saison sèche, avant de lancer avec celui de la saison sèche.



Cliché de culture de saison sèche à Ngaoundéré

Principaux lieux d'exploitation

Des bas-fonds du centre-ville, jusqu'aux quartiers périphériques de la ville de Ngaoundéré, ces activités se développent allègrement. Ces cultures s'étendent dans divers quartiers comme Mardock, Calmet, Sabongari, Bantaï, Burkina, Bamyanga et Dang. Les abords des rivières et du lac Dang, notamment, sont envahis par ces parcelles irriguées, souvent via des motopompes. Des citadins et ruraux y

Impacts socio-économiques

Cette pratique offre revenus et emploi aux jeunes, femmes revendeuses (bayemsellam) et transporteurs via taxis ou tricycles. Les produits s'écoulent sur les marchés de Gada-Mabanga, Djalingo, Dang, Bantaï ou directement aux abords des champs, stabilisant l'approvisionnement urbain. Malgré défis comme l'accès à l'eau et aux intrants, elle renforce la résilience face au contexte économique difficile.

Pour les observateurs, cette activité permet d'occuper les agriculteurs et de fournir des vivres frais en toutes saisons aux populations de la ville. « Elle est d'une importance indéniable. Voyez-vous, dans un contexte de précarité ambiante, ceux qui font cette activité ont des revenus permanents et participent aux activités économiques. Bien plus, les légumes ont des vertus sanitaires », avance Ben Roméo, de la société civile, à Ngaoundéré.

Les sols ferrallitiques humides favorisent la productivité, mais posent des questions socio-

environnementales et sanitaires, comme la pollution des berges comme au niveau du lac Dang. Des initiatives visent une agriculture de seconde génération avec mécanisation et gestion de l'eau peuvent être envisagées. Ces cultures illustrent l'adaptation locale au climat soudano-sahélien de Ngaoundéré.

Jean Besane Mangam

Les légumineuses dans l'Adamaoua

Pilier de la sécurité alimentaire et de la fertilisation des sols.

Selon des données de la délégation régionale du Ministère de l'agriculture et du développement rural de l'Adamaoua, un peu plus de 27 milles tonnes de légumineuses ont été produites en 2024 dans cette partie du pays en attendant les chiffres de 2025.

Dans la région de l'Adamaoua, les légumineuses occupent une place stratégique dans l'agriculture locale. Ces cultures, notamment le soja, l'arachide, le niébé et le haricot, nourrissent les familles d'agriculteurs tout en régénérant les sols par fixation de l'azote. « Je suis producteur de haricot et d'arachides. Je suis né dans l'agriculture et je pratique cette activité à côté de mon activité principale. Chaque année, je récolte des tonnes. Cette activité me permet de faire des économies mais également de nourrir ma famille », explique Hamadou Bouba, opérateur de prise de vue et agriculteur. Comme lui, de nombreuses personnes s'adonnent à cette activité. Ce qui leur permet de prendre en charge leurs familles tout en participant au tissu économique de la région.

de Ngan-ha, par exemple, cultivent plus de 700 hectares de haricot, arachide et soja, produisant annuellement des milliers de tonnes exportées vers le sud du Cameroun et la sous-région. « Dans mon exploitation, je ne mets d'engrais chimiques, car l'arachide ou le haricot n'en n'ont pas besoin. Et le constat que j'ai fait est qu'après la culture des légumineuses, le rendement du maïs cultivé la saison prochaine est meilleure », ajoute Hamadou Bouba.

Dans la production des légumineuses dans la région, les femmes rurales, qui représentent plus de la moitié des productrices, excellent dans cette filière. À Ngangassaou, localité située près de Ngaoundéré, 2 500 tonnes de céréales et légumineuses en 2023 ont été récoltées dans leurs champs communautaires. Ce qui leur permet de prendre en charge certaines dépenses de la famille et surtout la scolarisation des enfants.

En termes de quantité, en 2024, la région a produit 14.675 tonnes d'arachides tandis que la production du soja était de 2512 tonnes. Quant au niébé, la production était 535 tonnes, 36 tonnes de voandzou ou pois de terre. La production du haricot rouge a atteint la barre de 9.505 tonnes. Les villages des arrondissements de Ngan-Ha, Belel, Nyambaka et Meiganga sont des véritables bassins agricoles de ces cultures qui servent aussi bien à la consommation locale qu'à la vente dans les marchés hebdomadaires et vers les grandes villes comme Yaoundé,



Du haricot rouge produit à Ngan-Ha, dans l'Adamaoua

Douala, Garoua et même vers les pays de la Cemaq comme le Tchad et la République Centrafricaine.

Les légumineuses dans l'Adamaoua allient nutrition, durabilité et revenus. La production des légumineuses à petites ou grandes échelles participe à la régénération des sols tout en contribuant à l'autonomisation des

producteurs. Des cultures que les chercheurs et les agronomes encouragent, surtout à même où tout le monde converge vers une agriculture durable, respectueuse de l'environnement et de la santé des consommateurs.

Jean Besane Mangam

Les vertus agronomiques et économiques des légumineuses

Selon les chercheurs, les légumineuses fixent l'azote atmosphérique grâce à une symbiose avec les bactéries *Rhizobium*, enrichissant les terres appauvries par les monocultures céréalières. Dans l'Adamaoua, où les sols sont souvent épuisés, cette pratique réduit le recours aux engrais chimiques et favorise la rotation des cultures, améliorant les rendements du maïs ou du sorgho suivants. Les agriculteurs

Recensement 2026 au Cameroun

Le pari d'une agriculture camerounaise connectée et performante

Dès le 24 avril 2026, le Cameroun entamera une phase historique dans la gestion de son territoire et de ses ressources à travers le démarrage du 4^e recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-4), surtout le premier recensement agricole et pastoral (RGAE).

Le déploiement de 32 059 agents recenseurs sur l'ensemble des dix régions marque le lancement du quatrième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-4), une opération d'envergure qui se distingue cette année par son couplage inédit avec le Recensement général de l'agriculture et de l'élevage (RGAE). L'usage généralisé des smartphones et des technologies de géolocalisation témoigne d'une volonté de moderniser la collecte statistique pour répondre aux défis du XXI^e siècle.

Ce dispositif technique permet non seulement une remontée d'informations en temps réel, mais garantit également une précision cartographique indispensable pour identifier les zones de production les plus reculées. Au-delà du simple décompte démographique, cette double opération vise à fusionner les données sociales et productives pour offrir une vision holistique du développement national, faisant de chaque citoyen, qu'il soit citadin ou agriculteur, un acteur central de la planification économique du pays pour la décennie à venir.

Une boussole pour la sécurité alimentaire

L'intégration du volet agricole et pastoral dans ce recensement répond à une nécessité stratégique : transformer l'agriculture de subsistance en un véritable moteur de croissance. L'objectif principal du RGAE est de dresser une cartographie exhaustive et dynamique du monde rural, secteur qui emploie la majorité de la population active camerounaise.

En collectant des données précises sur la structure des exploitations, la taille des vergers de rente, la diversité des cultures vivrières et la répartition du cheptel, l'État se dote d'une boussole fiable pour orienter ses politiques de sécurité alimentaire. Il s'agit de comprendre en profondeur les contraintes structurelles des producteurs, notamment l'accès au foncier, la disponibilité des intrants et la maîtrise de l'eau. Pour le secteur pastoral, le recensement permettra de mieux identifier les couloirs de transhumance et les points d'eau, essentiels pour anticiper et réduire les conflits agropastoraux. Ces données permettront d'ajuster les programmes d'appui technique et financier aux réalités spécifiques de chaque bassin de production, garantissant ainsi que l'aide publique atteigne efficacement ceux qui nourrissent la nation.

Modernisation et aide à la décision
La réussite de l'émergence du Cameroun repose sur une prise de décision



basée sur des preuves statistiques irréfutables. Le RGAE 2026 offre cette base de données structurée qui manquait jusqu'ici pour rationaliser les investissements dans les infrastructures rurales. Grâce aux informations récoltées, les pouvoirs publics et les partenaires au développement pourront planifier avec une précision chirurgicale la construction de pistes de collecte, l'implantation de zones de transformation agro-industrielle et le positionnement des centres de stockage.

La numérisation de la collecte via smartphone réduit drastiquement les délais de traitement des données, permettant de passer d'une gestion réactive à une planification proactive. En connaissant exactement le potentiel de production par région, le gouvernement peut mieux réguler les marchés, stabiliser les prix et encourager l'investissement privé dans

les filières porteuses. Ce recensement constitue donc le socle d'une gouvernance économique moderne, capable de transformer le potentiel agropastoral immense du pays en une richesse concrète et partagée par tous les Camerounais.

Un enjeu de souveraineté

Le couplage du RGPH-4 et du RGAE est, en dernière analyse, un acte fort de souveraineté nationale. Dans un contexte mondial marqué par l'instabilité des chaînes d'approvisionnement, le Cameroun doit impérativement maîtriser ses ressources alimentaires pour assurer son indépendance. Ce recensement permet de corréler la croissance démographique galopante avec les capacités réelles de production du sol et du sous-sol.

En identifiant les gisements de productivité inexploités, le pays peut mettre en place des stratégies

ciblées pour réduire sa dépendance aux importations massives de denrées telles que le riz, le blé ou le poisson. Il s'agit de bâtir un modèle de développement endogène où la connaissance fine de la population et de ses capacités productives guide chaque étape de la construction nationale. En participant massivement à cette opération, les populations rurales et urbaines contribuent directement à la consolidation de la résilience du Cameroun, faisant de ce recensement bien plus qu'une simple enquête statistique : un véritable projet de société pour un Cameroun prospère et autosuffisant.

Junior NTEPPE KASSI